



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 879

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

Mme la présidente . La parole est à Mme Nadège Abomangoli.

Mme Nadège Abomangoli . Monsieur le premier ministre, votre présence sur ces bancs est une anomalie démocratique car vous êtes illégitime. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Vous perdez les élections mais continuez à confisquer le pouvoir. Nous vous ferons partir, comme vos prédécesseurs, jusqu'à ce qu'Emmanuel Macron parte – car le problème, c'est bien lui. (Mêmes mouvements.)

M. Pierre Cordier . Dans une quinzaine de mois, il ne sera plus là !

M. Alexandre Dufosset . Nous n'avons pas voté Macron, nous !

Mme Nadège Abomangoli . Depuis huit ans, votre mission auprès d'Emmanuel Macron n'a pas changé. Vous multipliez les coups de force pour faire passer des politiques de guerre sociale, de saccage écologique et de division du peuple.

Vous nous dites que vous n'utiliserez plus l'article 49.3. Vous refusez pourtant l'abrogation d'une réforme des retraites rejetée massivement dans le pays et dont la majorité de cette assemblée ne veut pas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Vous êtes un 49.3 à vous tout seul. (Mêmes mouvements.)

Votre suspension n'est qu'un écran de fumée, un stratagème grossier qui masque mal un budget de violence sociale que seuls les naïfs refusent de voir, des coupes budgétaires qui écrasent les plus faibles et cajolent les plus riches : 30 milliards d'économies sur le dos des retraités, des malades, des chômeurs et des apprentis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Pour nous, ce sera la censure. Nous refusons d'emblée et en bloc la saignée dans l'hôpital, dans nos écoles, ou encore la suppression des APL pour les étudiants étrangers – encore une concession au Rassemblement national après une énième loi « asile et immigration » indigne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Élu pour faire barrage à Marine Le Pen, Emmanuel Macron l'aura érigée en alliée qui le protège quand vient l'heure de proposer sa destitution. (Mêmes mouvements.)

Mme Mathilde Panot . Exactement !

Mme Nadège Abomangoli . Parce que vous gouvernez contre la dignité et l'unité du peuple, vous devez partir. Deux tiers des Français veulent l'organisation d'une élection présidentielle anticipée. Fidèles aux aspirations populaires, nous redéposerons une motion de destitution. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Il y a un devoir infiniment plus noble que la fidélité au chef : celui du démocrate, se soumettre à la volonté du peuple, dans la transparence et la clarté. Ma question est la suivante : ferez-vous passer votre arnaque de décalage dans le temps de la réforme des retraites par un amendement ou par une loi ? (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement.

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement* . Vous parlez d'illégitimité. Or s'il y a bien une chose qui est légitime, c'est l'Assemblée élue il y a plus de douze mois par des Français qui sont allés voter à plus de 75 %.

Le premier ministre a mis sur la table l'abandon du 49.3, une mesure que vous réclamiez. Il a aussi mis sur la table la possibilité de débattre de la fiscalité et de la réforme des retraites – ce que vous aviez demandé. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Nous proposons le débat, vous voulez le désordre.

Il n'y a aucun coup de force,....

Mme Sérgolène Amiot . À part votre présence ici !

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée*seulement le respect de la Constitution.

Faire de la politique, c'est défendre des positions. Le gouvernement s'y emploiera, sur ces bancs, lors du débat budgétaire. Chacun des groupes pourra agir de même. En revanche, faire de la politique, ce n'est pas se comporter en éditorialistes mais bien faire le pas, le chemin nécessaire pour éviter le blocage et permettre à la France de disposer d'un budget au 31 décembre.

Mme Sophia Chikirou . Elle ne répond pas à la question !

Mme Maud Bregeon, *ministre déléguée* . J'en viens à la question du véhicule législatif. Vous me demandez si un amendement au projet de loi de finances sera déposé. Nous aurons l'occasion de le préciser. (*« Ah ! », rires et exclamations prolongées sur les bancs des groupes RN et LFI-NFP. – M. Matthias Renault mime un joueur de violon.*) De mon côté, je vous pose une question : acceptez-vous d'entrer dans le débat budgétaire pour lequel les Français vous ont élus ?

Mme Sophia Chikirou . Allez-vous en !

Données clés

Auteur : [Mme Nadège Abomangoli](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 879

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 16 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 octobre 2025